CONVENTION DE DÉPÔT

ENTRE :

L'association MIRA (Mémoire des images réanimées d'Alsace), ayant son siège au 31 Rue Kageneck - 67000 Strasbourg, représentée par Madame Christiane Sibieude, présidente, habilitée par la délibération en date du de l'assemblée générale (ou du conseil d'administration),

ci-après dénommée « le déposant »,

ET

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par son président, Monsieur Frédéric Bierry, dûment autorisé par la délibération n°de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du.....,

ci-après dénommée « le dépositaire »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1111-4 qui dispose que les compétences en matière de culture et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements et les régions,

Vu le Code du Patrimoine,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2022-1-6-2 portant orientations pour la culture et le rayonnement de l'Alsace du 21 février 2022,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CP-2023-1-6-3 relative à la Politique mémorielle du 9 février 2023,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CP-2024-4-6-1 relative aux subventions de fonctionnement aux structures mémorielles dans le cadre de la politique mémoire du 13 mai 2024,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'association MIRA sauvegarde, enrichit et valorise le patrimoine audiovisuel amateur alsacien, par un travail de collecte, de numérisation, d'inventaire et de valorisation sous des formes multiples de films amateur ou inédits réalisés par des Alsacien.ne.s ou sur l'Alsace depuis les débuts du cinéma.

Après avoir été soutenue par l'ancien Département du Bas-Rhin depuis 2012 et aussi par le Département du Haut-Rhin, MIRA bénéficie du soutien financier annuel de la Collectivité européenne d'Alsace depuis sa création, soutien encadré par une convention de partenariat. L'action de MIRA revêt en effet un double intérêt pour la politique mémorielle de la Collectivité qui vise notamment à accompagner et à soutenir des acteurs mémoriels de manière à maintenir une offre mémorielle de grande qualité, accessible à tous et adaptée aux demandes sociétales. D'une part par ses activités de valorisation des films collectés et traités, MIRA permet à ses différents publics de se réapproprier de manière vivante la mémoire audiovisuelle de l'Alsace et de contribuer au rayonnement de l'Alsace. D'autre part, les travaux de collecte, de traitement documentaire et de numérisation de films effectués par MIRA viennent s'inscrire en complément de l'action du Pôle Mémoire, Archives d'Alsace de la collectivité, qui accueille des archives audiovisuelles échappant en partie aux missions des organismes en charge du dépôt légal : la Collectivité européenne d'Alsace bénéficie ainsi directement de l'action de MIRA puisque des fonds de films collectés et traités par MIRA viennent régulièrement enrichir les

collections d'archives audiovisuelles du Pôle (remise des originaux, de leurs copies numériques et de leurs informations associées).

L'association se trouve aujourd'hui dans la nécessité de trouver un lieu de stockage temporaire pour des films qu'elle a collectés et qui sont en instance de traitement, dans la mesure où les espaces de conservation de ses films à la Maison de l'Image sise au 31 Rue Kageneck - 67 000 Strasbourg doivent être temporairement libérés pour travaux.

La Collectivité européenne d'Alsace, sollicitée par MIRA, accepte, à titre temporaire, en plus du soutien financier et de la convention de partenariat nouée, d'apporter un soutien en nature à MIRA pour que MIRA puisse continuer à poursuivre ses activités dans de bonnes conditions, en autorisant le dépôt temporaire d'une partie des films qu'elle a collectés dans les espaces de conservation des Archives.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er}. OBJET DE LA CONVENTION.

Le déposant est autorisé à stocker temporairement dans les locaux du dépositaire 100 ml d'archives audiovisuelles patrimoniales qu'il a collectées dans le cadre de ses activités et qui sont actuellement stockées à la Maison de l'Image, 31 rue Kageneck - 67000 Strasbourg.

Les archives audiovisuelles patrimoniales ainsi autorisées à être déposées sont constituées de bobines de films sur supports photochimiques, sous réserve qu'elles ne contiennent ni supports acétate atteints par le syndrome du vinaigre ni supports nitrate ni moisissures.

ARTICLE 2. MODALITÉS DE DÉPÔT.

Les archives visées à l'article 1^{er} seront entreposées dans les locaux des Archives d'Alsace, à Strasbourg (6 Rue Philippe Dollinger, 67100 Strasbourg). Les installations mises à disposition sont situées au 2^e étage des magasins de conservation et consistent dans 100 ml d'un magasin de conservation équipé de rayonnages fixes (l 120 cm x p 30 cm) dont les objectifs en matière de conditions climatiques sont standards (température : 18°C, humidité relative : 50%). Le magasin concerné contient par ailleurs des collections d'ouvrages imprimés gérées par la bibliothèque du site.

La liste des références des archives déposées figure en annexe 1.

Le dépôt est accepté gracieusement par le dépositaire.

Les archives déposées n'ont pas vocation à faire l'objet de communications au public. En cas de nécessité de sortie pour les besoins propres du déposant (traitement, numérisation), le déposant et lui seul en fera la demande au dépositaire au moins 1 (un) jour ouvré à l'avance, de manière à permettre au dépositaire d'organiser l'accompagnement des retraits et retours des pièces d'archives déposées effectués par le déposant, accompagnement indispensable pour suivre l'accès aux magasins de conservation de toute personne extérieure aux Archives.

Les mouvements de retrait et de retour seront dûment enregistrés dans un registre de suivi des sorties et des retours.

Pour couvrir les éventuels besoins de simple consultation sur place par le déposant, les sorties et retours en magasin se feront dans les mêmes conditions de demande, d'accompagnement et de suivi, et la consultation se fera exclusivement en salle de lecture des Archives dans la limite de ses horaires d'ouverture et non pas en magasin de conservation.

Les demandes de sortie et de retour et/ou de consultation sur place des pièces d'archives déposées seront regroupées sur les jours où le déposant assurera la surveillance des archives visées à l'article 1^{er} (voir article 4).

Les frais de transport, de conditionnement et de mise en place des archives déposées dans les locaux du dépositaire incombent au déposant.

La mise en place du dépôt avec rangement sur tablettes, la récupération du dépôt à l'échéance de la convention ou à sa résiliation et les éventuels mouvements intermédiaires des pièces d'archives déposées se feront sous le contrôle du dépositaire ou de son représentant.

ARTICLE 3. DURÉE DU DÉPÔT.

L'entrée matérielle des archives visées à l'article 1^{er} aura lieu en 2025 à une date à préciser ultérieurement par le déposant et leur dépôt sera effectif à compter de leur déménagement depuis les locaux du déposant vers les locaux du dépositaire pour une durée maximale d'un an.

Le dépôt sera formalisé par la remise au déposant d'un récolement des archives déposées valant prise en charge par le dépositaire. Le récolement établi par le déposant à partir de la liste de références de l'annexe 1 précisera par contenant numéroté les références (cotes) des pièces d'archives déposées. Au moment du dépôt matériel et dans un délai maximal de huit jours ouvrés après le dépôt, la fiabilité du récolement des archives déposées est vérifiée et constatée contradictoirement et le récolement est complété des adresses de localisation par les représentants du déposant et du dépositaire.

A l'expiration de la présente convention, le déposant remettra un reçu, daté et signé, au dépositaire, après avoir récupéré les archives déposées, et lui donnera décharge.

ARTICLE 4. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.

Les archives déposées sont sous la responsabilité du déposant qui prendra toutes les dispositions nécessaires en termes d'assurances.

Il appartiendra au déposant d'informer sa compagnie d'assurance du nouveau risque par communication de la présente convention et de souscrire les garanties supplémentaires au titre des risques locatifs.

Une copie de l'attestation d'assurance garantissant le risque sera adressée annuellement à la Collectivité européenne d'Alsace.

Le déposant assurera par ailleurs une surveillance de l'état sanitaire des archives déposées, à raison d'une visite une fois mensuelle.

En cas de dommage causé aux pièces d'archives déposées, la responsabilité du dépositaire ne pourra être engagée que s'il est établi qu'il n'a pas pris toutes les mesures normales dans la sécurité et l'entretien des locaux de dépôt. Le dépositaire est fondé, sans autorisation préalable du déposant, à prendre les mesures d'urgence si un désordre (climatique ou autre) mettant en péril immédiat les archives déposées devait se présenter.

ARTICLE 5. RÉSILIATION.

Les parties se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment, moyennant un préavis d'un mois signifié par lettre recommandée avec accusé de réception. Les frais de

déménagement, de récupération et de stockage des archives déposées à l'expiration de la convention ou par mise en œuvre de la résiliation prévue au présent article seront à la charge du déposant.

ARTICLE 6. ANNEXE.

La liste des documents déposés figure en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 7. AVENANT.

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre le déposant et le dépositaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

ARTICLE 8. RÈGLEMENT DES LITIGES.

8.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à un (1) mois et supérieure à trois (3) mois.

8.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 8.1 de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Strasbourg, le

Pour l'association Mémoire des Images
Réanimées d'Alsace (MIRA)

La Présidente

Christiane SIBIEUDE
Le déposant

Pour la Collectivité européenne d'Alsace (CeA)

Le Président

Frédéric BIERRY
Le dépositaire